

ACTION URGENTE

CHINE. DÉTENTION DE 20 PROCHES D'UNE JOURNALISTE OÛGHOURE

Une vingtaine de proches de Gulchehra Hoja, une journaliste ouïghoure qui vit à l'étranger, sont détenus et risquent d'être torturés. Installées dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang (Chine), ces personnes ont été visées, semble-t-il, à cause du travail de Gulchehra Hoja.

Gulchehra Hoja, une journaliste qui vit aux États-Unis et travaille au service ouïghour de Radio Free Asia depuis 17 ans, n'a pas pu contacter sa mère de 72 ans, **Chimanguli Zikeli**, depuis janvier 2018. Celle-ci a été opérée du pied à la mi-janvier et souffre de diabète et d'une pathologie cardiaque. Gulchehra Hoja n'a pas pu joindre non plus son père, **Abduqeyum Hoja** (77 ans), qui est actuellement hospitalisé. Il est partiellement paralysé depuis un accident vasculaire cérébral et a besoin de soins médicaux constants. Le frère de Gulchehra Hoja, **Kaiser Keyum**, a été emmené par les autorités en octobre 2017 ; c'était lui qui s'occupait principalement de leurs parents. Il se trouverait au centre de détention n° 1 de la province autonome ouïghoure du Xinjiang, mais on ignore s'il est incarcéré officiellement.

Par ailleurs, Gulchehra Hoja a appris de deux sources fiables qu'une vingtaine de membres de sa famille avaient aussi été emmenés par les autorités. Parmi ces personnes figurent sept cousin-e-s, **Eshat Abduwali, Gheyret Abdurahman, Daniyar Abdukerim, Madina Mutalip, Mirzat Mutalip, Gulpiya Almas, Izhar Almas**, qui ont été emmené-e-s par les autorités le 31 janvier et sont détenu-e-s à la prison de Ghulja Yengi Hayat, apparemment parce qu'ils/elles appartiennent à un même groupe que Gulchehra Hoja sur la messagerie WeChat. Un huitième cousin, **Mehray Kahar**, se trouve dans un centre de détention d'Urumqi.

Sous la houlette du secrétaire régional du Parti communiste, Chen Quanguo, de nombreux centres de détention ont été créés dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Dans ces établissements, qui peuvent s'appeler « centre de lutte contre l'extrémisme », « centre d'études politiques » ou encore « centre d'éducation et de transformation », des personnes sont détenues de façon arbitraire pendant des durées indéterminées et forcées d'étudier la législation et les politiques de la Chine. En général, elles y sont envoyées parce qu'elles pratiquent certaines religions, sont en relation avec des « contacts étrangers » ou parce qu'elles ou leurs proches font les frais d'une campagne de maintien de la stabilité sociale.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités chinoises de libérer tous les proches de Gulchehra Hoja et d'abandonner toutes les charges pesant sur eux, à moins qu'il n'existe des éléments crédibles, suffisants et recevables tendant à prouver qu'ils ont commis une infraction reconnue par le droit international, et qu'ils ne soient jugés dans le cadre d'un procès conforme aux normes internationales d'équité ;
- priez-les instamment de veiller à ce que tout habitant de la région autonome ouïghoure du Xinjiang puisse communiquer librement avec ses proches, y compris les membres de sa famille résidant à l'étranger, sauf en cas de motif conforme au droit international relatif aux droits humains ;
- appelez-les à faire en sorte que les parents de Gulchehra Hoja puissent bénéficier en temps voulu de soins médicaux abordables et adaptés à leurs besoins.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 12 AVRIL 2018 À :

Secrétaire du Parti communiste dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang

Chen Quanguo
479 Zhongshan Lu
Wulumuqi Shi, Xinjiang
Chine

Formule d'appel : *Dear Secretary, / Monsieur,*

Directeur du centre de détention

Kanshuosuo Suozhang
Yining Shi Kanshuosuo
Yingayati Jie 245 hao
Yili Diqu, Yili Shi, 835000
Xinjiang,
Chine

Formule d'appel : *Dear Director, / Monsieur,*

Copies à :

Président de la Cour populaire suprême

Zhou Qiang Yuanzhang
Zuigao Renmin Fayuan
27 Dongjiaomin Xiang
Beijingshi 100745,
Chine

Fax : +86 10 65292345

Formule d'appel : *Dear President, / Monsieur,*

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

CHINE. DÉTENTION DE 20 PROCHES D'UNE JOURNALISTE OÛGHOURE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Selon plusieurs médias et les informations obtenues par Amnesty International, les habitants de la région autonome ouïghoure du Xinjiang courent un grand danger s'ils communiquent avec leurs proches qui vivent à l'étranger. Les autorités arrêtent les personnes qui reçoivent des appels téléphoniques d'autres pays. Elles tentent aussi de faire en sorte que personne ne puisse utiliser d'applications de messagerie cryptées, privilégiant ainsi les applications locales qui ne sont dotées d'aucun système de chiffrement ni autre protection de la vie privée.

Face à l'impossibilité de joindre son père et sa mère, Gulchehra Hoja a appelé sa tante pour lui demander davantage d'informations mais celle-ci lui a répondu : « Mon enfant, j'ai eu une crise cardiaque, tu n'as pas à t'en faire pour moi, tu n'as pas à t'en faire pour tes parents. Ne nous appelle plus. »

Le 28 février, le *Washington Post* a signalé que trois autres journalistes du service ouïghour de Radio Free Asia étaient dans la même situation, leur travail ayant entraîné la détention de leurs proches installés dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang.

Dans les années 1990, Gulchehra Hoja animait une émission de télévision pour enfants dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, avant de travailler à Xinjiang TV. C'est l'une des plus célèbres journalistes ouïghour-e-s. Elle s'est ensuite installée aux États-Unis où, depuis 17 ans, elle travaille au service ouïghour de Radio Free Asia, l'un des rares médias à fournir, en toute indépendance, des actualités sur la situation dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Dans cette région, il est extrêmement difficile de travailler de manière indépendante dans le domaine de l'information et les autorités imposent de nombreuses restrictions aux journalistes étrangers et les harcèlent. Selon le rapport 2017 du Foreign Correspondents' Club of China (FCCC) sur les conditions de travail en Chine, 73 % (contre 42 % en 2017) des correspondants étrangers ayant répondu au questionnaire du FCCC et qui se sont rendus dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang pendant l'année se sont entendu dire par des représentants de l'État ou des agents des forces de sécurité que les activités journalistiques étaient interdites ou soumises à des restrictions.

Les Ouïghours et les autres minorités ethniques majoritairement musulmanes de la région sont victimes depuis longtemps de violations des droits aux libertés de religion et d'association, entre autres droits humains. Cependant, depuis au moins un an, les autorités se sont lancées dans une répression sans précédent à leur encontre. Elles ont recours à divers moyens, notamment la détention arbitraire généralisée, la surveillance technologique, des patrouilles de rue lourdement armées, des postes de contrôle et tout un arsenal de politiques intrusives qui bafouent les droits humains.

Il a été signalé à maintes reprises que, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, les autorités chinoises contournent les garanties de procédure accordées par le droit chinois aux prévenus accusés d'infractions pénales. De nombreux détenus ouïghours sont privés de conseil juridique et, outre le recours massif à la détention administrative, il semblerait que la police soit autorisée à certains endroits à condamner directement des personnes à des peines d'emprisonnement, sans passer par les tribunaux.

Selon Radio Free Asia, BuzzFeed, *The Globe and Mail*, Associated Press et d'autres, ainsi que les informations recueillies par Amnesty International, les autorités ont commencé à arrêter des Ouïghours en grand nombre dans toute la région au printemps 2017 et à les envoyer dans des centres de détention administrative ou à les condamner à de longues peines d'emprisonnement. Cette répression concerne non seulement les Ouïghours mais aussi d'autres groupes ethniques à majorité musulmane, comme les Kazakhs et les Kirghizes.

Noms : Chimanguli Zikeli (f), Abduqeyum Hoja (h) (en chinois : Abudukeyoumu Huojia), Kaiser Keyum (h) (en chinois, Kaisaer Keyoumu), Elshat Abduwali (h); Gheyret Abdurahman (h), Daniyar Abdukerim, Madina Mutalip, Mirzat Mutalip, Gulpiya Almas, Izhar Almas, Mehray Kahar (f)
Femmes et hommes

